



UNION EUROPÉENNE
Fonds Européen Agricole
pour le Développement Rural
Cette opération est cofinancée par l'Union Européenne. L'Europe investit dans les zones rurales.



L'EUROPE
s'engage
en région
Centre-Val de Loire
avec le **FEADER**



Demande de subvention PLAN POUR LA COMPETITIVITE ET L'ADAPTATION DES EXPLOITATIONS

INVESTISSEMENTS NON PRODUCTIFS Type d'Opération 44 du Programme de Développement Rural CENTRE - VAL DE LOIRE 2014-2020

Cette demande d'aide, une fois complétée, constitue, avec l'ensemble des justificatifs joints par vos soins, le dossier unique de demande d'aide pour l'ensemble des financeurs publics potentiels.

Où faire parvenir votre dossier ?	Veillez transmettre l'original au Guichet Unique Service Instructeur à savoir, la <u>DDT (Direction départementale des territoires)</u> du département du siège de votre exploitation + 1 exemplaire en version électronique (cf adresses mail dans la notice)
Contact en cas de besoin d'assistance	Veillez également en conserver un exemplaire. Votre DDT, Guichet Unique Service Instructeur (GUSI)
Appel à projet : N° et date limite de remise des dossiers de demande	Appel à projets 2020 Date limite (le cachet de la poste faisant foi) : 15 juin 2020

Toutes les informations demandées dans ce document doivent être complétées.

ATTENTION :

- Toute dépense démarrée avant la date de dépôt du dossier **complet** ne pourra pas être financée (est considéré comme un commencement d'opération la signature d'un devis ou bon de commande, facture...).
- L'accusé réception du dossier complet ne vaut pas acceptation de l'aide par l'autorité de gestion.

Cadre réservé à l'administration

N° de dossier OSIRIS : _____ Date de réception : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Nom du porteur de projet : _____

Autres informations : _____

POUR LES PERSONNES MORALES

Nombre d'associés - exploitants : |__| |__|

Nom et prénom des associés exploitants Ou dénomination sociale <i>(cas des fondations, des associations sans but lucratif et des établissements d'enseignement et de recherche agricole) remplissant les conditions d'âge (1)</i>	N° PACAGE ou N°SIRET	Date de naissance	Sexe	JA (2) Si oui, cochez la case	NI (2) Si oui, cochez la case	% de parts sociales	Date d'installation	Projet inscrit dans votre plan d'entreprise	Pour JA en cours d'installation : date de dépôt dossier JA
			<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	
			<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	
			<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	
			<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	
			<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	
			<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	

(1) Avoir au moins 18 ans et n'ayant pas atteint l'âge prévu à l'article D. 161-2-1-9 du code de la sécurité sociale au 1^{er} janvier de l'année de dépôt de la demande. Au moins un des associés doit remplir cette condition.

(2) JA : Jeune Agriculteur bénéficiant des aides nationales à l'installation et installé depuis moins de 5 ans par rapport à la date figurant sur votre certificat de conformité CJA

(2) NI : Nouvel Installé : Installé depuis moins de 5 ans au moment du dépôt de la demande d'aide (date d'inscription à la MSA en tant que chef d'exploitation)

3- CARACTÉRISTIQUES DE L'EXPLOITATION

a. Localisation du siège de l'exploitation :

Identique à la localisation du demandeur

Adresse : _____

Code postal : |__| |__| |__| |__| |__| Commune : _____

b. Surface agricole utile de l'exploitation : _____ ha¹

c. Votre exploitation ou votre projet est-elle (il) concerné(e) par les zonages suivants :

● Projet en zone défavorisée : non défavorisée simple (nouveau zonage 2019 : zone soumise à des contraintes naturelles-ZSCN- ou à des contraintes spécifiques-ZSCS)

● Projet en zone vulnérable antérieure à 2012 : Oui Non

● Projet en zone vulnérable 2017: Oui Non

● Projet en zone vulnérable 2018 : Oui Non

● Siège ou 1 parcelle de l'exploitation en zone d'alimentation d'un bassin de captage d'eau potable : Oui Non
Si oui, nom du captage : _____

● Siège ou 1 parcelle de l'exploitation en zone sous contrat de bassin ou sous contrat territorial Agence de l'eau : Oui Non

Si oui, nom du contrat : _____

Section cadastrale du projet (pour commune classée en partie seulement en ZV) : _____

● Site Natura 2000 : Oui Non

Si oui, nom du site : _____

d. Situation à l'égard de la réglementation sur les installations classées (ICPE) :

¹ A renseigner sur la base de la déclaration de surface PAC ou à défaut sur la base du relevé parcellaire MSA.

5- IDENTIFICATION DU PROJET

Adresse du projet : Identique à la localisation du siège d'exploitation / du siège de la CUMA ou du GIEE

S'il s'agit, entre autre, d'un projet bâtiment, aire de lavage, etc., êtes-vous propriétaire du terrain concerné par les travaux ? Oui Non

Si non, avez-vous l'accord du propriétaire (joindre l'accord du propriétaire) ? Oui Non

Période prévisionnelle de réalisation du projet :

du |_|_| / |_|_| / |_|_|_|_| au |_|_| / |_|_| / |_|_|_|_|

L'opération s'inscrit-elle dans la mise en œuvre du projet d'un GIEE ? Oui Non

Prévision du nombre d'emplois créés par le projet (en ETP) :

Aucun 0,5 1 1,5 2 plus de 2

Le projet concerne-t-il une ou plusieurs démarches de qualité (hors AB et HVE) ? Oui Non

Si oui, laquelle (lesquelles) ?

Signe officiel de la Qualité et de l'origine (SIQO) Mention Valorisante (MV) MV et SIQO

Certification de Conformité Produit (CCP)

6 - CRITÈRES DE SÉLECTION

Les critères de sélection permettent de noter votre projet. Les projets dont la note est inférieure à 100 points ne sont pas financés.

Vous vous engagez à respecter les critères que vous aurez cochés.

Critère	Définition		Pièce justificative
0. Préambule			
Diagnostic ou formation	- Projet en cohérence avec les conclusions d'un diagnostic ou d'un audit global d'exploitation (technique et économique) s'il n'est pas obligatoire, d'un diagnostic réalisé par un organisme agréé (diagnostic de charges de mécanisation, dispositif DINA) - Porteur du projet ayant suivi une formation qualifiante* dans les 2 ans précédant le dépôt du dossier * formation visant le perfectionnement des compétences dans un métier, pouvant être de courte durée et permettant d'obtenir une attestation de stage en fin de formation. Cette formation devra relever d'une des 5 catégories de formations, telles que présentées dans les catalogues des chambres d'agriculture : « gestion de l'entreprise », « gestion des ressources humaines », « coûts de production », « agriculture biologique », « utilisation des TIC »	<input type="checkbox"/>	Copie du diagnostic ou de l'audit Ou attestation de formation
1. Porteur de projet			
Centre d'expérimentation ou de recherche	Centres techniques agricoles ou INRA	<input type="checkbox"/>	
Jeune Agriculteur /Nouvel Installé	Projet porté par une exploitation qui comprend au moins : - soit un Jeune agriculteur (au sens du règlement européen 1305/2013 art 2-1n : a minima accusé de réception de la demande de DJA au moment du dépôt de la demande d'aide 4.1), - soit un Nouvel installé depuis moins de 5 ans au moment du dépôt de la demande d'aide - projet porté par une CUMA ayant au moins 20% des adhérents /utilisateurs du matériel concerné répondant aux critères Jeune Agriculteur/Nouvel Installé.	<input type="checkbox"/>	Attestation MSA ou RJA/CJA
CUMA	Projet porté par une CUMA	<input type="checkbox"/>	Description du projet
2. Economie			

Pérennité de l'exploitation	Investissement immobilier (bâtiment, travaux liés à un bâtiment, ...)	<input type="checkbox"/>	Description du projet
	Viticulture : - plantations et renouvellement de vigne : taux de renouvellement de 2,5% par an minimum sur 3 campagnes (Calcul sur la base du Casier Viticole Informatisé : nombre d'hectares de vignes dans l'exploitation et densité moyenne et factures acquittées du nombre de plants acheté sur la campagne N-1, N-2, N-3 ou N, N-1, N-2) ou - investissements dans un bâtiment (dans le cadre de l'OCM Viti-vinicole) au cours des 3 dernières années	<input type="checkbox"/>	Attestation ARFV
	Arboriculture : - plantations et renouvellement de verger : taux de renouvellement de 4% par an minimum sur 3 campagnes (sur la base de justificatif de l'aide demandée ou octroyée par FAM ou des factures acquittées pour la plantation hors dispositif d'aide sur la campagne N-1, N-2, N-3 ou N, N-1, N-2) ou Investissements de protection des vergers sur 3 campagnes.	<input type="checkbox"/>	Justificatif de l'aide
		<input type="checkbox"/>	Attestation de la CRACVL sur la base de justificatif de l'aide demandée ou octroyée par FAM ou sur la base de factures acquittées pour les plantations hors dispositif d'aide Factures
3. Environnement			
Exploitation en agriculture biologique ou - Certification environnementale de niveau 3 (HVE) ou - Certification environnementale de niveau 2	Exploitation engagée totalement ou partiellement en agriculture biologique Exploitation qui possède une certification environnementale de niveau 3 (Haute Valeur Environnementale ou HVE) Exploitation qui possède une certification environnementale de niveau 2	<input type="checkbox"/>	Attestation ou certificat de l'organisme certificateur
Investissements du plan Ecophyto	Projet composé <u>exclusivement</u> de matériels éligibles au plan Ecophyto	<input type="checkbox"/>	Description du projet
Gestion/protection de la ressource en eau	Matériel permettant l'entretien et la restauration de milieux humides (chenillettes, pneus basse pression, matériel de colmatage de drains de zone humide)	<input type="checkbox"/>	Description du projet
	Clôture pour défense de zone sensible (zones humides, mares, cours d'eau ...)	<input type="checkbox"/>	Description du projet
Biodiversité	Plantation de haies réalisée depuis moins d'un an ou faisant l'objet de la demande d'aide (linéaire de 100 mètres a minima)	<input type="checkbox"/>	Description du projet
	Exploitation engagée dans une MAEC Préservation des Races Menacées ou Préservation des Ressources Végétales	<input type="checkbox"/>	Copie de l'engagement
	Barre d'effarouchement mise en place depuis moins d'un an ou faisant l'objet de la demande d'aide	<input type="checkbox"/>	Description du projet
	Exploitation engagée dans une contractualisation avec un apiculteur	<input type="checkbox"/>	Copie adhésion
Erosion	Ouvrages collectifs de lutte contre l'érosion, bassin de rétention réalisés depuis moins d'un an ou faisant l'objet de la demande d'aide	<input type="checkbox"/>	Description du projet
	Aménagements d'hydraulique douce : fascine, talus, talus planté, noue réalisés depuis moins d'un an ou faisant l'objet de la demande d'aide	<input type="checkbox"/>	Description du projet
4. Filières de production			
Filière	Filière couverte par un contrat d'appui au projet	<input type="checkbox"/>	Description du projet
5.Territoire			
Territoire spécifique	Bassins alimentation de captage eau potable	<input type="checkbox"/>	Description du projet
	Zone Natura 2000	<input type="checkbox"/>	Description du projet
	Territoire sous contrat Agence de l'eau	<input type="checkbox"/>	Description du projet
6.Autres			
Projet innovant	Agriculteur / CUMA participe à un projet innovant ou membre d'un groupe innovant = projet déposé dans le cadre d'appel à candidature en lien avec l'innovation : - CAP Action Innovation Régionale - PTR (Prestation technologique réseau) - Présentation d'un projet au FUI (fonds des pôles de compétitivité)	<input type="checkbox"/>	Copie du projet déposé
	Agriculteur ou son exploitation / CUMA est engagé(e) dans un groupe innovant, et investissement en lien avec la thématique portée par le groupe. Exploitation / CUMA :	<input type="checkbox"/>	Copie convention

	<ul style="list-style-type: none"> - membre d'un GIEE - engagée dans un groupe opérationnel PEI - engagée dans un réseau DEPHY - pilote du programme Herbe et Fourrage 		
Projet agroécologique	<p>Exploitation qui met en œuvre 1 des sous actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - engagement dans une MAEC système - Inscription dans un signe de qualité des produits : Label Rouge, AOC, AOP, IGP, spécialité traditionnelle garantie (STG), Agriculture Biologique - adhésion à un GIEE - certification HVE niveau 3 - suivi d'une formation concernant la mise en place de pratiques agroécologiques (formation allant au-delà de l'application de la réglementation) - exploitation engagée dans une démarche reconnue : diagnostic et suivi de la biodiversité, Protection Biologique Intégrée, Vergers écoresponsables, Terra vitis, couverts agri faune... - exploitation adhérente à l'action PastoLoire ou action locale de synergie entre troupeau et milieu naturel - exploitation engagée dans la transition vers l'agro-écologie à bas niveau de produits phytopharmaceutiques : groupe « 30 000 » ou réseau DEPHY - participation au programme Herbe et Fourrage 	<input type="checkbox"/>	Copie convention ou certification ou attestation d'adhésion
Lien avec stratégie de CAP filière ou filière locale ou transformation dans une IAA locale ou projet collectif	Investissement prévu répondant aux priorités et/ou aux orientations prévues dans un des CAP Filières du Conseil régional OU investissements d'une CUMA validés par les comités de filière (l'investissement est présent dans la fiche CUMA du document CAPEX du Conseil régional)	<input type="checkbox"/>	Description du projet
	Transformation dans une IAA située à moins de 60 km du siège de l'exploitation	<input type="checkbox"/>	Facture
	Investissement présenté dans le cadre d'un projet porté par un GIEE, un PEI...	<input type="checkbox"/>	Description du projet

7- DESCRIPTION DU PROJET

DESCRIPTION DÉTAILLÉE DU PROJET

8-PLAN DE FINANCEMENT DU PROJET

LES DÉPENSES PRÉVISIONNELLES

NB : les dépenses d'auto construction ne sont pas éligibles dans le cadre de cet appel à projets.

Présentez vos dépenses par postes de travaux en montants Hors Taxe (HT)

MATERIEL

Partie réservée à l'administration	Libellé de l'investissement projeté	Nbre de matériel	Montant total (HT)	N° devis
INP				
	TOTAL DU PROJET			

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Financiers sollicités	Montant en €
Montant des aides attendues au titre du PCAE	_ _ _ _ _ _ , _ _
Montant des aides attendues hors PCAE ⁽¹⁾ :	
- financeur : _____	_ _ _ _ _ _ , _ _
- financeur : _____	_ _ _ _ _ _ , _ _
Sous-total financeurs publics	_ _ _ _ _ _ , _ _
Emprunt ⁽²⁾	_ _ _ _ _ _ , _ _
Dépôt de garantie	_ _ _ _ _ _ , _ _
Autofinancement privé	
Autre	_ _ _ _ _ _ , _ _
Sous-total financeurs privés	_ _ _ _ _ _ , _ _
TOTAL général = coût global du projet	_ _ _ _ _ _ , _ _

Les aides attendues au titre du PCAE sont les aides publiques apportées par l'Etat (Ministère de l'agriculture), le Conseil régional, les Agences de l'eau et le FEADER

(1) Veuillez indiquer l'origine des aides hors PCAE (exemple subvention équivalente prêt MTS- JA, ...) :

(2) Si oui, le prêt vous a-t-il été accordé par l'établissement bancaire :

oui non

prêt MTS-JA autre prêt

9- OBLIGATIONS GÉNÉRALES

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides du PCAE

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- Ne pas avoir sollicité d'autres ressources publiques et privés que celles présentées dans le plan de financement.
- Ne pas faire l'objet d'une procédure liée à des difficultés économiques.
- L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma (notre) situation et concernant le projet d'investissement.
- Que l'opération n'a pas débuté au moment du dépôt de mon dossier complet auprès de la DDT de mon département (pas de devis signé ou bon de commande, factures...).

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- Avoir pris connaissance des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces points.
- N'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de ma (notre) demande au titre des points de contrôle des normes minimales, telles que précisées dans la notice, attachées à l'investissement aidé et jusqu'à la date de dépôt de la demande,
- Respecter les normes minimales attachées à mon projet (vous reporter à la notice d'information),
- Etre à jour de mes (nos) cotisations sociales (en cas de personne morale, cotisations de la société et de chacun des associés exploitants)
- Le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du code rural.
- Avoir pris connaissance que ma (notre) demande d'aide pourra être rejetée en totalité ou partiellement au motif que le projet ne répond pas aux priorités définies régionalement ou au motif de l'indisponibilité des crédits affectés à cette mesure.
- Respecter les critères qui ont rendu mon projet éligible et qui lui ont permis d'être sélectionné
- Avoir pris connaissance que ma (notre) demande sera rejetée en l'absence de réponse de l'autorité compétente au-delà du délai de 6 mois à compter de la date de l'accusé de réception de mon dossier complet.

L'inexactitude de ces déclarations est susceptible de générer un reversement partiel ou total de l'aide.

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide à :

- Fournir toute pièce complémentaire jugée utile pour instruire la demande et suivre la réalisation de l'opération.
- Informer la DDT de mon (notre) département du début d'exécution effectif de l'opération
- Informer la DDT de mon (notre) département de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet.
- Ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet ».
- A ce que l'équipement dont l'acquisition est prévue dans le cadre du projet respecte les normes en vigueur.
- Poursuivre mon (notre) activité agricole au sens de l'article L311-1 du code rural ayant bénéficié de l'aide pendant une période de cinq années à compter de la date du paiement final.
- Maintenir sur mon (notre) exploitation les équipements et les aménagements ayant bénéficié des aides pendant une durée de cinq ans à compter de la date du paiement final.
- A conserver pendant une période de 10 ans tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, et tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité, etc.
- A permettre / faciliter l'accès à la structure aux autorités compétentes chargées de contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite pendant dix ans.
- Respecter les conditions relatives aux normes minimales requises dans le domaine de l'environnement attachées à l'investissement durant une période de cinq ans à compter à compter de la date du paiement final
- Respecter les obligations européennes en matière de publicité décrites dans la notice qui accompagne le formulaire
- Me (nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes.

- Fournir à l'autorité de gestion et/ou aux évaluateurs désignés ou autres organismes habilités à assumer des fonctions en son nom, toutes les informations nécessaires pour permettre le suivi et l'évaluation du programme.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide Feader ou Feaga. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.

10- LISTE DES PIÈCES À JOINDRE AU DOSSIER

Pièces	Type de demandeur concerné	Pièce jointe	Sans objet
Exemplaire original de la demande complété et signé	Pour toute demande	<input type="checkbox"/>	
Devis estimatifs détaillés des travaux ou investissements (classés par type d'investissement) ou factures pour les investissements immatériels (voir la notice)	Pour toute demande	<input type="checkbox"/>	
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible)	Pour toute demande	<input type="checkbox"/>	
Plan de situation et plan de masse des travaux	Pour toute demande	<input type="checkbox"/>	
K-bis ou exemplaire des statuts	Pour toutes les formes sociétaires hors GAEC	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie de la carte d'identité (exploitants individuels)	Pour toute demande, si le demandeur est une personne physique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Certificat d'immatriculation INSEE	Pour toute demande	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Statuts ou liste des associés (extrait des statuts) ou procès-verbal assemblée générale (traçant entrée/sortie associé)	Pour les GAEC	<input type="checkbox"/>	
Statuts ou PV assemblée générale ou carte nationale d'identité en cours de validité du représentant légal de la structure	Pour les personnes morales, sauf établissements publics	<input type="checkbox"/>	
Autorisation du propriétaire	Pour un projet « construction ou extension »	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Déclaration ou autorisation au titre de la Loi sur l'eau (forage)	Exploitations relevant du régime d'autorisation ou de déclaration au titre de la loi sur l'eau	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Déclaration ou autorisation au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)	Exploitations relevant du régime d'autorisation ou de déclaration au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan d'entreprise, attestation MSA qui précise le statut de l'exploitant et la date à laquelle il est devenu cotisant en qualité d'exploitant et copie du diplôme	Nouvel installé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Accusé de réception du dossier de la DJA	Jeune en cours d'installation avec demande de DJA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation de l'organisme social (MSA) justifiant que le bénéficiaire est à jour de ses obligations sociales (pour la société et chaque associé exploitant en cas de personne morale)	Agriculteurs sauf CUMA (exploitants agricoles – sociétés, fondations, associations exerçant une activité agricole)	<input type="checkbox"/>	
Attestation délivrée par l'administration gestionnaire, mentionnant que le collectif est à jour de ses obligations sociales (MSA) OU document explicitant que le collectif n'est pas concerné	CUMA	<input type="checkbox"/>	
Preuve de l'agrément coopératif attribué par le Haut Conseil de la coopération agricole en cours	Pour les CUMA	<input type="checkbox"/>	

de validité			
Labellisation GIEE attribuée par arrêté préfectoral	Pour les GIEE	<input type="checkbox"/>	
Labellisation PEI attribuée par délibération de la Région Centre Val-de-Loire permanente	Pour les Groupes Opérationnels PEI	<input type="checkbox"/>	
Pouvoir habilitant le signataire à demander l'aide et à engager le collectif pour ce projet	Pour les CUMA / GIEE / PEI / Société avec gérant	<input type="checkbox"/>	
Orientation principale de l'exploitation et du projet (cf annexe 1)	Pour toute demande	<input type="checkbox"/>	
Justificatifs demandés au dépôt de la demande pour les critères de sélection retenus (pages 6 et 7)	Pour les critères cochés	<input type="checkbox"/>	

Le cas échéant, la DDT pourra demander des pièces supplémentaires jugées nécessaires à l'instruction du projet.

Fait à _____ le _____

Nom, prénom et signature(s) du demandeur gérant, du représentant légal ou, pour un GAEC, de chaque associé.

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification touchant les informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez-vous adresser au service instructeur.

ANNEXE 1 : ORIENTATION PRINCIPALE DE L'EXPLOITATION ET DU PROJET

OTEX	Code OTEX existant	Code PCAE	Orientation principale de l'EXPLOITATION <i>Cochez la case concernée</i>	Orientation principale du PROJET <i>Cochez la case concernée</i>
Grandes cultures = céréales oléoprotéagineux et plantes sarclées	1500 + 1600 (sauf 1520 / 1630 / 1640)	1516	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Légumes frais de plein champ	1630	1630	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plantes à parfums, aromatique et médicinales	-	2901	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Maraîchage (dont melon et fraise)	2800	2800	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Fleurs et horticulture diverse (dont champignon, etc..)	2900	2900	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Viticulture d'appellation (AOP-IGP)	3511+3512+3513	3515	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre viticulture	3520 +3530 +3540	3525	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arboriculture (fruits à pépins ou noyaux hors olives)	3610	3610	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres fruits en cultures pérennes	3900 (sauf 3610 et 3700)	3910	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Polyculture = divers associations de cultures sans élevage	6110 + 6120 + 6130 + 6140 + 6150 + 6160	6100	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Bovins lait	4500	4500	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Bovins viande naisseur	4600	4601	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Bovins viande engraisseur		4602	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Veaux de boucherie		4603	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Bovins lait et viande	4700	4700	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ovin lait	4810	4801	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ovin viande		4802	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Caprin lait	4830	4803	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Caprin viande		4804	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres herbivores (dont chevaux)	4840	4840	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Mixte ruminants	4820	4820	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Truies reproductrices	5110	5110	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Porc engraissement	5120 + 5130	5125	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Poules pondeuses	5210	5210	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Poulets de chair	5220 + 5230 + 5300	5201	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Palmipèdes foie gras		5202	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres palmipèdes		5203	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres volailles		5204	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Lapins		5206	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Polyélevage orientation herbivore (y compris chevaux)	7310 + 7320	7315	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Polyélevage orientation granivore	7410 + 7420	7415	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Polyculture élevage = association cultures et élevage	8310 + 8320 + 8330 + 8340 + 8410 + 8420	8384	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Abeilles	8430	8430	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres associations (hors abeilles)	8440	8440	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Exploitations non classées	9000	9000	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

NB : L'orientation principale de l'exploitation se base sur le chiffre d'affaires de la production concernée. Celui-ci doit dépasser les 2/3 du total du chiffre d'affaires de l'exploitation (année N-1 par rapport à l'année de dépôt du projet).